

Nous, grévistes et travailleurs mobilisés du compiégnois, enseignants, personnel hospitalier paramédical et médical, travailleurs sociaux, fonctionnaires du ministère de la culture, avocats, salariés du secteur privé, personnel de Pôle emploi, cheminots, salariés des entreprises gérant les énergies, nous sommes constitués en un groupe de dialogue interprofessionnel depuis janvier 2020 autour de la lutte contre le projet de réforme des retraites.

Nous refusons une réforme des retraites inutile qui menace le système par répartition en le rendant injuste et en conduisant à son affaiblissement (baisse des pensions pour l'essentiel de la population, augmentation de fait de l'âge de départ).

Nous nous indignons contre l'utilisation de l'article 49.3 pour faire passer cette réforme. Cette manière de faire constitue un déni de démocratie inacceptable sur un enjeu sociétal essentiel.

Nous refusons la dégradation rapide et extrêmement inquiétante des services publics en tant qu'usagers ou que travailleurs. Cette situation s'accélère sous le gouvernement actuel.

Le gouvernement semble donc porter un projet de destruction de notre système social !

Nous tenons donc à vous alerter sur les dangers qui menacent le contrat social sur lequel se fonde notre société et notre vivre-ensemble.

Les soldes LaRem ! Ceci est une caricature qui exprime notre droit à la satire, à ne pas prendre au 1^{er} degré.

A VENDRE : Route nationale
Ha non pardon, c'est que pour Vinci ça.

A VENDRE : Serfs corvéables vendus par Pôle Emploi à des opérateurs privés.
Surcontrôlés, privés d'allocation chômage, bon nombre d'entre eux seront prêts à travailler pour vous dans n'importe quelle condition ! Avec de la chance, vous aurez même quelques petits vieux privés d'une pension de retraite digne. Opportunité à saisir !
Prix : Vous pouvez les payer en cacahuètes.

A LOUER : Enseignants-chercheurs pas chers
Surdiplômés et précarisés, le profil parfait ! Venez louer quelques-uns de nos cerveaux qui mèneront à bas coût votre R&D (sinon ils tournent en rond sur des sciences fondamentales et des sciences sociales...). Ils font le café.
Prix : 7,50€/h (exonéré de cotisations sociales)

A VENDRE : Château de Compiègne et son musée
Immense château d'une valeur inestimable contenant des objets historiques de grande valeur. Visité par des milliers de personnes chaque année. Tout ça pour vous ! Vous pourrez ainsi améliorer votre image et votre visibilité internationale.
Prix : Sans objet, vous pourrez tout défiscaliser, c'est les impôts qui payent !

A VENDRE : Tribunal de Compiègne
Beaux bâtiments en plein centre-ville avec grandes salles pouvant servir pour vos réceptions et cocktails privés. Des avocats ruinés par la réforme des retraites peuvent servir de réceptionnistes.
Prix : Un tribunal acheté, un juge offert !

A VENDRE : Forêt
On peut vous vendre un peu de bois aussi

A VENDRE : Lycée Mireille Grenet
Fort potentiel de rentabilité avec plus de 2.000 élèves à faire payer chaque année. Et vous pourrez sélectionner les meilleurs d'entre eux : c'est votre vivier de chair fraîche ! Grands bâtiments, avec château et salles équipées d'outils industriels. Quelques rénovations à prévoir : Il faudra penser à enlever les profs fainéants qui font malheureusement parti des meubles.
Prix : A discuter (possédez-vous un grand média national ?)

A VENDRE : Hôpital de Compiègne
Fort potentiel de gain à prévoir avec l'augmentation du nombre de personnes âgées dans la misère (donc plus fragiles) ! Ils n'auront pas les moyens ? La Sécu assurera le minimum ! Rénovations à prévoir : Remplacer l'enseigne « hôpital » par « hôpital privé ».
Prix : Entreprise actuellement en faillite, donc 0€

**Renseignez-vous, informez-vous!
Rejoignez notre groupe public Facebook "Grévistes du compiégnois»:**



RÉFORME DES RETRAITES

Nous refusons principalement :

- **Baisse des pensions et augmentation de l'âge de départ** – La volonté d'équilibre budgétaire des caisses de retraite jointe à la baisse programmée des recettes, dans un contexte de vieillissement de la population, conduira à la baisse des pensions et un départ plus tardif à la retraite. Alors même que l'augmentation de la productivité nous permet d'envisager des alternatives.
- **Injustices en série** – Loin de l'égalité vendue la réforme touchera les précaires, les femmes, ceux qui ont fait de longues études et ceux qui ont des métiers pénibles impactant leur espérance de vie. Cette réforme conduira à l'inéquité de fait via sa logique individualiste de capitalisation de points.
- **L'autoritarisme et la surdité du gouvernement** – Malgré des millions de personnes dans la rue et l'avertissement du Conseil d'État, le gouvernement refuse tout dialogue et cherche à imposer par la force, en déniait au Parlement le droit de se prononcer (49.3), une réforme néolibérale inutile. Car l'argument des déficits ne tient pas : Si déficit il y a, il est mineur (max 0,7% PIB) et temporaire (se résorbe après 2027).

DÉGRADATION DE NOTRE SYSTÈME SOCIAL

Nous refusons principalement :

- **Hôpitaux publics** : Baisse de moyens, fermeture de lits et d'hôpitaux, logique marchande, personnel réduit à pratiquer une « médecine de guerre » conduisant à des délais d'attente, des souffrances pour les patients et les salariés, voire des morts. *Ainsi, des dizaines de lits ont été fermés à l'hôpital de Compiègne en quelques années.*
- **Éducation Nationale** : Baisse des moyens entraînant une dégradation des conditions d'éducation des enfants - *136 postes d'enseignants supprimés en Picardie en 2020* - Processus de précarisation des enseignants et réformes absurdes/chronophages imposant une logique de concurrence au détriment de la qualité de l'enseignement.
- **Enseignement supérieur** : Dans un contexte de baisse chronique des moyens publics, une nouvelle réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche est prévue en 2020 (la LPPR) ; elle conduirait à une précarisation croissante et une dégradation des conditions de travail des enseignants-chercheurs.
- **Justice** : Tribunaux surchargés, dématérialisation, fermetures programmées de nombreux tribunaux, réforme prévue de l'Aide Juridictionnelle fragilisant la défense des droits des populations les plus modestes. Le gouvernement prévoit la mort de la justice de proximité.
- **Service public de l'emploi (Pôle emploi)** : Réforme de l'Assurance chômage qui conduit à réduire la durée et le montant des droits au chômage, plongeant des milliers de personnes dans une précarité encore plus grande. Personnel pressurisé par les indicateurs et les objectifs.
- **Culture** : Atomisation du secteur culturel avec une logique non plus publique mais marchande. Jointe à la baisse des moyens publics, ce processus ouvre la porte aux privatisations via le recours au mécénat, et à l'augmentation exponentielle des tarifs.
- **Service public de l'action sociale** : Forte baisse des moyens avec des fermetures de places dans les dispositifs d'accueil pour privilégier des dispositifs à bas coût. L'État et les départements organisent des appels à projets pour réduire les coûts, mettant en concurrence les associations habilitées. C'est donc une marchandisation de l'action sociale que subit la population en besoin d'aide, de soutien et d'accompagnement ainsi que les professionnels de ce secteur.
- **Énergie (gaz et électricité)** : Processus de privatisation et de mise en concurrence conduisant à un système régulé faussé (favorable aux acteurs privés) et à une augmentation des tarifs (+87% pour le gaz et 55% pour l'électricité en 15 ans). La logique n'est plus celle d'un service public, mais une logique marchande. Le régime de retraite des Industries Electriques et Gazières est excédentaire et le reliquat sert la solidarité avec les autres régimes (commerçants, agriculteurs, professions libérales...). Entre 2013 et 2018, cela représente 516 millions d'euros reversés par solidarité !
- **SNCF** : Privatisation, mise en concurrence et dégradation des conditions de travail pour les salariés avec des conséquences sur la qualité du service (parfois dramatiques) - *En décembre 2019, la région Haut-de-France a ainsi commencé à ouvrir à la concurrence certaines lignes (dont la ligne Paris-Beauvais)* - Fermeture de petites lignes et sous-investissement dans le fret ferroviaire, pourtant plus écologique que le fret routier...

EST-CE LA SOCIÉTÉ QUE NOUS VOULONS ?

Renseignez-vous, informez-vous ! Si vous voulez plus d'informations, plus de détails sur notre constat et nos actions, rejoignez notre groupe public Facebook "Grévistes du compiégnais" :

